

Prix et enquêtes économiques.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 2 mars 1965, M. Maurice Charavin, inspecteur principal des enquêtes économiques, a été placé en service détaché :

Du 13 mai 1960 au 30 juin 1962 inclus auprès du délégué général du Gouvernement en Algérie, pour servir en qualité de secrétaire général du comité professionnel de la meunerie algérienne ;

Pour une période maximum de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 1962 auprès du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes pour être mis à la disposition du Gouvernement algérien au titre de la coopération technique.

Service des laboratoires.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 2 mars 1965, Mlle Couerbe (Jany-Françoise), ingénieur du service des laboratoires, a été placée en service détaché, pour la période du 1^{er} juillet 1962 au 31 août 1964 inclus, auprès du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes pour servir en Algérie dans le cadre de la coopération technique (régularisation).

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE**Décret du 3 mars 1965 portant approbation d'une élection à l'académie des inscriptions et belles-lettres.**

Par décret du Président de la République en date du 3 mars 1965, est approuvée l'élection par l'académie des inscriptions et belles-lettres de M. André Mirambel à la place d'académicien libre résidant devenue vacante par suite du décès de M. Alphonse Dain.

Décrets du 3 mars 1965 portant nomination de professeurs (enseignement supérieur).

Par décret du Président de la République en date du 3 mars 1965, M. Pastor (Jean-Louis), maître de conférences agrégé de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Marseille, est nommé professeur titulaire dans la chaire de chimie analytique et hydrologie (dernier titulaire : M. Arnoux, décédé) de cette même faculté

Par décret du Président de la République en date du 3 mars 1965, sont nommés, à compter du 1^{er} décembre 1964, professeurs titulaires dans les chaires vacantes ci-dessous désignées des facultés des sciences des universités :

Université de Caen.

Chaire de zoologie : M. Lubet, professeur à Lyon.

Université de Bordeaux.

Chaire de géologie dynamique : M. Gottis, professeur sans chaire à ladite faculté.

Université de Nancy.

Chaire de botanique : M. Mangenot, professeur à ladite faculté.
Chaire de méthodes mathématiques de la physique : Mme Hervé, professeur sans chaire à ladite faculté.

Université de Grenoble.

Chaire de biosynthèse de la cellulose : M. Barnoud, chargé d'enseignement à ladite faculté.

Décrets du 3 mars 1965 portant transfert de professeurs.

Par décret du Président de la République en date du 3 mars 1965, M. Offret (Guy), professeur titulaire de clinique ophtalmologique de l'hôpital Cochin à la faculté de médecine de Paris, est transféré à compter du 1^{er} novembre 1964 dans la chaire de clinique ophtalmologique de l'Hôtel-Dieu de cette même faculté (dernier titulaire : M. Renard, retraité).

Par décret du Président de la République en date du 3 mars 1965, les professeurs ci-dessous désignés des facultés de médecine et des facultés mixtes de médecine et de pharmacie sont ainsi transférés à compter du 1^{er} novembre 1964 :

Faculté mixte de médecine et de pharmacie de Bordeaux.

M. Mahon (Pierre), professeur d'accouchements et d'obstétrique sociale à la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Bordeaux, dans la chaire de clinique d'accouchements de cette même faculté.

M. Choussat (Henri), professeur titulaire à titre personnel à la faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'université de Bordeaux, dans la chaire de séméiologie médicale de cette même faculté.

Faculté de médecine de Montpellier.

M. Bertrand (Louis), professeur de pathologie médicale et de physiopathologie clinique de la faculté de médecine de l'université de Montpellier, dans la chaire de clinique médicale A de cette même faculté.

Décret du 3 mars 1965 portant admission à la retraite d'un professeur de l'école nationale des chartes.

Par décret du Président de la République en date du 3 mars 1965, M. Frédéric Joion des Longrais, professeur à l'école nationale des chartes, est admis, pour ancienneté d'âge et de services, à faire valoir ses droits à une pension de retraite à dater du 24 avril 1965. M. Joion des Longrais est maintenu en fonctions jusqu'au 30 septembre 1965.

Décret du 3 mars 1965 portant admission à la retraite d'un professeur de l'école nationale des langues orientales vivantes.

Par décret du Président de la République en date du 3 mars 1965, M. Marc Vey, professeur à l'école nationale des langues orientales vivantes, est admis, sur sa demande, à dater du 1^{er} octobre 1965, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté d'âge et de services.

Création du brevet d'Etat de professeur de tennis et délégation provisoire pour la délivrance de ce diplôme.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, et notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat de professeur de tennis, qui confère à ses titulaires le droit d'enseigner le tennis à titre rémunéré.

Art. 2. — La délégation prévue à l'article 1^{er} de la loi susvisée du 6 août 1963 est accordée à titre provisoire à la fédération française de lawn-tennis à l'effet de délivrer, sous le contrôle du ministre de l'éducation nationale et dans les conditions définies par ladite loi et l'article 4 du présent arrêté, le brevet prévu à l'article 1^{er}.

Art. 3. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat de professeur de tennis est nommé par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et comprend :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant, président.

Le délégué général aux sports et à la préparation olympique ou son représentant.

Un représentant du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports.

Le directeur national du tennis ou son représentant qui sera choisi parmi les entraîneurs nationaux de tennis.

Un médecin.

Deux représentants de la fédération française de lawn-tennis, désignés par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur proposition de cette fédération.

Trois maîtres professeurs de l'association française des professeurs de tennis, désignés par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sur proposition de la fédération française de lawn-tennis.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports arrête définitivement la liste des candidats admis sur proposition du jury prévu à l'article précédent.

Art. 5. — Les conditions d'admission à l'examen pour l'obtention de ce brevet ainsi que les épreuves de cet examen figurent en annexes I et II (1) au présent arrêté.

(1) NOTA. — Les épreuves de l'examen faisant l'objet de l'annexe II seront publiées par les soins du *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Art. 6. — Le brevet d'Etat de professeur de tennis sera délivré sur titres et sans examen, dans les formes prévues à l'article 2 ci-dessus, aux personnes qui, exerçant à la date du 8 août 1963, étaient titulaires à cette date du diplôme de professeur ou de moniteur de la fédération française de lawn-tennis.

La liste définitive de ces personnes est arrêtée par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur proposition d'une commission mixte dont la composition sera celle du jury prévu à l'article 3 ci-dessus.

Art. 7. — Le délégué général aux sports et à la préparation olympique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

ANNEXE I

Conditions d'admission à l'examen pour l'obtention du brevet d'Etat de professeur de tennis.

Toute personne désirant faire acte de candidature doit :

1° Etre âgée de vingt et un ans au moins et de quarante ans au plus le 15 octobre de l'année en cours, sauf dérogation accordée par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, et présenter un certificat médical d'aptitude physique à la pratique et à l'enseignement du tennis, délivré depuis moins de trois mois ;

2° Avoir fait un stage probatoire de quinze jours dans un établissement relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

3° Etre ou avoir été classée, depuis moins de deux ans à la date de l'examen, en deuxième série de la fédération française de lawn-tennis ou avoir fait preuve d'une force tennistique suffisante au cours du stage probatoire, s'il s'agit d'un candidat français ayant été classé en deuxième série depuis plus de deux ans ou d'un candidat étranger n'ayant pas été classé en France ;

4° Faire une demande avant le 15 mars de chaque année au président de la fédération française de lawn-tennis. Cette demande sera accompagnée d'un bulletin n° 3 du casier judiciaire.

Agrément de bureaux d'études techniques en application du décret n° 61-194 du 20 février 1961.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'industrie,

Vu le décret n° 61-194 du 20 février 1961 fixant le tarif des honoraires alloués aux architectes et conseils techniques appelés à prêter leur concours à l'Etat et aux établissements publics nationaux en vue de la construction d'établissements universitaires et scolaires relevant des enseignements supérieur, classique et moderne, techniques et professionnels, élémentaires et complémentaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 juin 1961 fixant les prestations de l'architecte et du conseil technique appelé à exercer une mission complète en application de l'article 6 du décret précité ;

Vu l'avis émis le 14 janvier 1965 par le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur les conclusions du groupe de travail ayant examiné les candidatures déposées,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Est agréé en application du dernier alinéa de l'article 6 du décret n° 61-194 du 20 février 1961 et pour une période de deux années à compter du jour du présent arrêté, afin d'exercer les missions complètes qui pourraient lui être confiées par le maître de l'ouvrage, le bureau d'études techniques suivant :

B. A. H. (Béton armé Hennebique), 1, rue Danton, à Paris (6^e).

Art. 2. — Sont renouvelés, pour une période de deux années à compter du jour du présent arrêté et dans les conditions fixées à l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 janvier 1963, les agréments suivants :

C. O. G. E. F. R. A. (Compagnie générale française d'études techniques), 3, rue Moncey, à Paris (9^e), conjointement avec S. E. P. I. (Société d'études et de projets industriels), 6, rue Lesdiguières, à Grenoble (Isère).

P. A. R. I. C. A. (Compagnie parisienne d'ingénieurs conseils associés), 50, rue de Miromesnil, à Paris (8^e).

O. F. E. T. (Office français d'études techniques), 69, rue du Faubourg-Saint-Antoine, à Paris (11^e).

(Le renouvellement de l'agrément du bureau d'études techniques O. F. E. T. est limité à des opérations du niveau du second degré.)

Art. 3. — Est renouvelé, pour une période de deux années à compter du jour du présent arrêté et dans les conditions fixées à l'article 2 de l'arrêté du 21 janvier 1963, l'agrément de l'agence d'architecture suivante :

Boileau-Labourdette (Société d'urbanisme et d'architecture Boileau-Labourdette et associés), 298, avenue de la Libération, à Clamart (Seine).

Art. 4. — Sont renouvelés, pour une période de deux années à compter du jour du présent arrêté et dans les conditions fixées à l'article 4 de l'arrêté du 21 janvier 1963, les agréments suivants :

B. E. C. I. (Bureau d'études de constructions industrielles), 152, boulevard du Maréchal-de-Latre, à Suresnes (Seine).

G. E. C. (Groupement d'études et de coordination pour le bâtiment et l'industrie), 8, rue du Faubourg-Poissonnière, à Paris (10^e).

Art. 5. — Le directeur de l'équipement scolaire, universitaire et sportif au ministère de l'éducation nationale et l'inspecteur général chargé des bureaux d'études techniques au ministère de l'industrie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 février 1965.

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre de l'industrie,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
ROBERT GARDELLINI.

Concours pour le recrutement de conseillers administratifs des services universitaires.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 62-1002 du 20 août 1962 relatif au statut du personnel de l'administration universitaire ;

Vu l'article 29 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 déterminant les conditions selon lesquelles sont organisés les concours ouvrant l'accès aux corps et cadres des personnels titulaires de l'Etat et des collectivités locales ;

Vu le décret n° 60-579 du 15 juin 1960 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités de reclassement applicables aux personnels temporaires du ministère de la construction,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Est autorisée l'ouverture en 1965 de deux concours pour le recrutement de soixante conseillers administratifs des services universitaires, cinq postes étant mis en réserve en sus pour les bénéficiaires du décret susvisé du 15 juin 1960.

Art. 2. — Les postes offerts au concours sont répartis ainsi qu'il suit :

Cinquante pour le premier concours dit « concours externe ».

Dix pour le deuxième concours dit « concours interne ».

Les emplois qui ne seraient pas pourvus par la nomination de candidats du concours correspondant pourront, dans la limite de 10 p. 100 des emplois offerts, être attribués aux candidats de l'autre concours.

Art. 3. — La date des épreuves sera fixée par un arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Art. 4. — Le directeur des services administratifs et sociaux du ministère de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 1965.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,
MARCEAU LONG.

Concours sur titres réservé aux archivistes paléographes pour le recrutement de bibliothécaires dans les services et établissements relevant de la direction des bibliothèques et de la lecture publique.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 29 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951 relatif aux conditions d'ouverture des concours de recrutement des corps et cadres des personnels de l'Etat et des collectivités locales ;

Vu le décret n° 52-554 du 16 mai 1952 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux statuts particuliers des bibliothécaires relevant du ministère de l'éducation nationale, des inspecteurs généraux des bibliothèques et du secrétaire général de la Bibliothèque nationale ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1952 modifié fixant les modalités d'organisation du stage professionnel et du concours sur titres prévus à l'article 10 du décret susvisé ;

Vu la loi de finances pour 1965 (n° 64-1279 du 23 décembre 1964),